

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 23 septembre 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Cluster
EducAzur - Convention de participation
financière pour 2019

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.160

Date de la convocation :

Le 17/09/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

- 2 OCT. 2019

de la réception s/Préfecture
en date du

- 7 OCT. 2019

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 23 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Michel ROSSI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n° CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

EducAzur est une association créée en 2016 ayant pour objectifs et missions de promouvoir et développer l'écosystème local de la e-éducation et des EdTechs en France et à l'international. Ces actions comprennent en particulier l'organisation annuelle d'un événement dédié sur la technopole, pour valoriser et entretenir cette thématique scientifique sur notre territoire et mettre en avant les acteurs clés des EdTechs, leurs projets et leurs compétences.

Cette année, le Cluster EducAzur a organisé le 24 juin 2019 à Sophia Antipolis, un événement sur « le numérique au service de la personnalisation dans les apprentissages » regroupant collectivités, établissements de recherche et d'enseignement supérieur, centres de formation et de recrutement, éditeurs de ressources pédagogiques, chercheurs, entreprises et startups du secteur.

Les objectifs de cette structure s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de la C.A.S.A., en particulier sur la thématique clé des EdTechs.

Pour l'année 2019, les objectifs visés sont les suivants :

- Rassembler les acteurs clés des EdTechs et mettre en avant leurs projets et leurs compétences ;
- Comprendre les besoins de la Région Sud et de ses territoires et les confronter à l'offre et à l'expérience des experts du numérique (chercheurs, entreprises, acteurs du terrain)
- Elaborer des solutions concrètes et innovantes autour des problématiques soulevées par la formation aussi bien pour le scolaire, le supérieur et la formation professionnelle dont continue.

C'est dans ce contexte que l'Association EducAzur sollicite de la part de la C.A.S.A. une subvention de 4 000 € correspondant à l'organisation de son événement annuel sur la filière EdTech dont le budget global est estimé à 11 740 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes les décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 4 000 € à l'association EducAzur pour la réalisation de ses objectifs pour 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le chapitre « 65 », fonction « 90 » du budget de l'année 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis, en Section de Fonctionnement du Budget Principal.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 4 000 € à l'association EducAzur pour la réalisation de ses objectifs pour 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le chapitre « 65 », fonction « 90 » du budget de l'année 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis, en Section de Fonctionnement du Budget Principal.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 23 septembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EducAzur

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 23 septembre 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée EducAzur régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de fédérer et d'animer l'écosystème Edtechs de la Côte d'Azur, dont le siège social est situé C/o INRIA 2004, route des Lucioles 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Monsieur Gérard GIRAUDON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EducAzur**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, EducAzur est une association professionnelle, à but non lucratif, qui regroupe les principaux acteurs de l'éducation numérique. Elle constitue un cluster de grands groupes, de PME, de start-ups, d'organismes de recherche, de formation et de l'éducation publics ou privés qui contribue à faire émerger une population et une main d'œuvre locale avec un niveau d'éducation en adéquation avec le monde du numérique. Le Cluster EducAzur anime la thématique nationale « Ed'Tech / Entertainment » pour laquelle la FrenchTech Côte d'Azur a obtenu sa labellisation, avec 2 autres thématiques (CleanTech/Mobility » et « Security/Privacy »).

S'appuyant sur ses « membres », l'association EducAzur stimule l'innovation technologique sur le territoire et accélère l'adoption et l'usage du numérique pour tous.

EducAzur, en partenariat avec l'Afinet (Association Française des Industriels du Numérique de l'Education et de la Formation), a organisé le 24 juin 2019 à l'Inria Sophia Antipolis Méditerranée une journée d'exposés, pitches, démos et temps de networking sur « le numérique au service de la personnalisation dans les apprentissages ». Cet événement s'est tenu dans le cadre d'une série d'événements nationaux au sein de l'« Afinet Tour » qui vise à développer dans les différents territoires de l'Hexagone la rencontre avec les différents acteurs de la filière Ed'Tech : collectivités, entreprises et startups, incubateurs, pôle de compétitivité, rectorat, Réseau Canopée, etc. afin de sensibiliser et partager les grandes questions des défis du numérique dans l'éducation et la formation.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, EducAzur s'engage à mettre en œuvre, en référence aux objectifs des actions mentionnées en préambule, l'événement intitulé « le numérique au service de la personnalisation dans les apprentissages » qui s'est déroulé à Sophia Antipolis le 24 juin 2019.

Format & principes de l'événement

- Thématique retenue : personnalisation par les ressources en adressant aussi bien le Scolaire, le Supérieur et la Formation Professionnelle et la formation professionnelle continue.
- Objectifs :
 - Comprendre les besoins de la Région Sud et de ses territoires et les confronter à l'offre et à l'expérience des experts du numérique (chercheurs, entreprises, acteurs du terrain...)
 - D'élaborer ensemble des solutions concrètes et innovantes autour des problématiques soulevées par la formation aussi bien pour le Scolaire, le Supérieur et la Formation Professionnelle dont continue.
- Format : Rencontres et présentations multiformes
 - Temps de présentation des actions des collectivités invitées (Région, départements, métropole, communauté d'agglomération, communes)
 - Partage d'expériences
 - Présentations des solutions sous forme d'ateliers interactifs

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EducAzur pour la réalisation de cet événement, qui s'est tenu le 24 juin 2019, au profit de l'attractivité de son territoire et du développement des entreprises et technologies, en lien avec la thématique de l'éducation et de la formation qu'elle soutient.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 11 740 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de **4000 (Quatre Mille) Euros**

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

5.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

L'association EducAzur s'engage à fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Participation à la visibilité et attractivité du territoire
 - Nombre de communiqués de presse et parutions presse publiés
 - Vues sur les sites web
 - Nombre de participants
- Participation à l'animation de l'écosystème sophipolitain
 - Programme détaillé des événements organisés
- Valorisation des compétences sophipolitaines
 - Thématiques de l'événement en lien avec de la recherche effectuée sur Sophia Antipolis

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

5.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EducAzur.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

5.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

EducAzur s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association EducAzur remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion.

Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 31 décembre au plus tard de l'année 2019.
- Si l'Association EducAzur est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **EducAzur devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée. Par ailleurs, dans le cadre de la célébration des 50 ans de Sophia Antipolis, l'événement s'est inscrit dans le programme annuel d'événements partenaires et ainsi le logo événementiel des 50 ans a été mis en avant au même titre que celui de la C.A.S.A.**

ARTICLE 7 : ASSURANCE

EducAzur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EducAzur, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

EducAzur s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association EducAzur
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis
Le Président

Gérard GIRAUDON

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 19

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	2600	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	2200		
Achats matières et fournitures	400	74- Subventions d'exploitation¹¹	4000
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	1500	-	
Locations	1500	-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1900	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	1000	-CASA	4000
Déplacements, missions	900	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	0	-	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	2000
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	2000
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	6000	TOTAL DES PRODUITS	6000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	5740	87 - Contributions volontaires en nature	5740
Secours en nature		Bénévolat	4240
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1500	Prestations en nature	1500
Personnel bénévole	4240	Dons en nature	
TOTAL	11740	TOTAL	11740
<p>La subvention de 4000€ représente 66,67% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/09/2019
Numéro : BC_2019_160
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation -
Cluster EducAzur - Convention de participation financière
pour 2019
Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0mIk06Y

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 07/10/2019
Identifiant : 006-240600585-20190923-BC_2019_160-DE

Acte reçu

Date : 23/09/2019
Numéro interne : BC_2019_160
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Cluster EducAzur - Convention de
participation financière pour 2019
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_160-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_160-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_160-DE-1-1_3.PDF

N